

Brochure n° 3050

Convention collective nationale

IDCC : 1499. – **MIROITERIE**
(Transformation et négoce du verre)

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2009

**Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective nationale de la miroite-
rie, de la transformation et du négoce du verre (n° 1499)**

NOR : MTST0923442A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1961 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 18 mai 2009, portant extension de la convention collective natio-
nale de la miroiterie, de la transformation et du négoce du verre du
9 mars 1988 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 2 avril 2009, relatif à l'égalité professionnelle entre les
hommes et les femmes (1 annexe), conclu dans le cadre de la convention
collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} août 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 2 octo-
bre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la miroiterie, de la transformation et du négoce du verre du 9 mars 1988, les dispositions de l'accord du 2 avril 2009 relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (1 annexe), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Le sixième alinéa de l'article 1-1 est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles R. 2323-8 et suivants, et des articles R. 2323-10 et suivants du code du travail.

L'article 2-4-3 est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 6323-2 du code du travail, le congé de soutien familial étant également pris en compte pour le calcul des droits ouverts au titre du DIF.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.